

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/40192]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'aide au coworking

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 16, 30 et 49 ;

Vu le test genre, établi le 4 juin 2018 conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'évaluation du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions réalisée le 27 juin 2018 concluant à l'absence d'incidence au point de vue de la situation des personnes handicapées conformément à l'article 4, § 3 de l'ordonnance du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2018 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 20 septembre 2018 ;

Vu l'avis 64.546/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° ministre : le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions ;

2° porteur de projet : la personne physique ou le groupe de personnes physiques qui :

a) soit présente un projet concret de création entrepreneuriale ;

b) soit présente un projet entrepreneurial qui vise la reprise d'une micro, petite ou moyenne entreprise en vue de développer ou maintenir les activités ;

3° espace de coworking : un centre agréé permettant aux bénéficiaires de disposer d'une infrastructure de travail partagé parfaitement équipée pour un usage professionnel ;

4° règlement : le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L352 du 24 décembre 2013 ;

5° BEE : Bruxelles Economie et Emploi du Service public régional de Bruxelles ;

6° ABAE : Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise.

Art. 2. Le ministre octroie une aide aux porteurs de projet et aux micro entreprises inscrites depuis moins de trois ans à la Banque-Carrefour des Entreprises au moment de la demande, pour un abonnement dans un espace de coworking agréé, aux conditions visées au règlement.MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/40192]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de steun voor coworking

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 16, 30 en 49;

Gelet op de gendertest, opgesteld op 4 juni 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de evaluatie door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie uitgevoerd op 27 juni 2018 tot een conclusie komend van afwezigheid van weerslag op de situatie van personen met een handicap overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juni 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2018;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 20 september 2018;

Gelet op het advies 64.546/1 van de Raad van State, gegeven op 27 november 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Economie;

2° projectdrager: de natuurlijk persoon of de groep van natuurlijke personen die:

a) ofwel een concreet project om een onderneming op te richten, voorlegt;

b) ofwel een ondernemerschapproject voorlegt dat de overname van een micro-, kleine of middelgrote onderneming beoogt, met het oog op de ontwikkeling of de handhaving van de activiteiten;

3° coworkingruimte: een erkend centrum dat de begunstigde een gedeelde werkinfrastructuur aanbiedt die volledig uitgerust is voor een professioneel gebruik;

4° verordening: de verordening (EU) nr. 1407/2013 van de commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, bekend gemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie L352 van 24 december 2013;

5° BEW: Brussel Economie en Werkgelegenheid van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel;

6° BAOB: Brussels Agentschap voor de Ondersteuning van het Bedrijfsleven.

Art. 2. De minister verleent steun aan projectdragers en micro-ondernemingen die op het moment van de aanvraag sinds minder dan drie jaar ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van ondernemingen, voor het abonnement bij een erkende coworkingruimte, onder de voorwaarden bedoeld in de verordening.

Art. 3. Les secteurs exclus de l'aide au coworking figurent à l'annexe.

Dans le cas d'un porteur de projet, il n'envisage pas d'exercer une activité visée à l'annexe.

CHAPITRE 2. — Agrément des espaces de coworking

Art. 4. Le ministre agréé les espaces de coworking. L'agrément porte sur une unité d'établissement d'un centre de coworking.

Art. 5. Pour être agréé, l'espace de coworking :

- 1° relève du code NACE-BEL 82.990 ;
- 2° dispose d'une zone d'accueil et d'un espace de travail ouvert avec au moins dix postes de travail nomades ;
- 3° dispose d'au moins deux salles de réunion ou de conférence dont une pouvant accueillir minimum dix personnes ;
- 4° dispose d'au moins un espace favorisant la créativité et d'un espace permettant l'usage du téléphone ;
- 5° dispose d'une cafeteria ou d'une cuisine ;
- 6° dispose d'espaces de stockage individualisés et protégés ;
- 7° dispose d'un réseau wifi offrant une bande passante d'au moins 50mb/s ;
- 8° dispose d'une imprimante et d'un scanner ;
- 9° accueille chaque nouveau coworker par un entretien individualisé ;
- 10° garantit, les jours ouvrables, la présence entre neuf heures et dix-sept heures d'au moins une personne assurant l'accueil des visiteurs, la réception et l'envoi de courriers et colis ;
- 11° s'engage sur l'honneur à proposer au moins six activités à vocation formative, informative ou sociale par an ;
- 12° permet à l'ABAE d'organiser au moins une séance d'information par trimestre dans l'espace de coworking aux membres de l'espace ;
- 13° s'engage sur l'honneur à encourager la création d'une communauté et à favoriser l'interaction entre les membres via au minimum deux événements par an ;
- 14° est assuré en responsabilité civile pour les dommages causés par le gérant et ses préposés.

Art. 6. L'espace de coworking introduit une demande d'agrément auprès de BEE sur un formulaire-type. BEE détermine le formulaire-type et le rend disponible sur son site internet. Le formulaire-type énumère les annexes que l'espace de coworking joint à la demande d'agrément.

La demande d'agrément contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le nom et l'adresse de l'espace ;
- 2° la surface totale de l'espace de coworking et de l'espace de travail ouvert ;
- 3° nombres de postes de travail et de salles de réunion et de conférence disponibles ;
- 4° la description des équipements numériques et du wifi ;
- 5° les heures et les jours d'ouverture ;
- 6° une description des activités proposées et concernant la création d'une communauté ;
- 7° la copie du contrat d'assurance visé à l'article 5, 14°, ainsi qu'une preuve de paiement de la prime pour l'année en cours.

Art. 7. § 1^{er}. BEE adresse à l'espace de coworking un accusé de réception reprenant les références du dossier et le nom de l'agent traitant dans le mois de la réception de la demande d'agrément.

§ 2. Si le dossier de demande est complet, la décision d'agrément est notifiée à l'espace de coworking dans les deux mois de la date de l'accusé de réception.

§ 3. Si le dossier de demande n'est pas complet, l'accusé de réception énumère les éléments manquants.

L'espace de coworking dispose d'un mois à compter de la date de l'accusé de réception pour compléter son dossier.

Si l'espace de coworking complète totalement son dossier, la décision d'octroi est notifiée à l'espace de coworking dans les deux mois de la réception de tous les éléments manquants.

Art. 3. De sectoren die uitgesloten zijn van de steun voor coworking zijn opgenomen in bijlage.

In het geval van een projectdrager beoogt hij niet een activiteit bedoeld in de bijlage uit te oefenen.

HOOFDSTUK 2. — Erkenning van de coworkingruimtes

Art. 4. De minister erkent de coworkingruimtes. De erkenning heeft betrekking op een vestigingseenheid van een coworkingcentrum.

Art. 5. De coworkingruimte, om erkend te worden;

- 1° valt onder de NACE-BEL code 82.990;
- 2° beschikt over een onthaalruimte en een open werkruimte met minstens tien nomadische werkposten;
- 3° beschikt over minstens twee vergader- of conferentiezalen die minstens tien personen kunnen ontvangen;
- 4° beschikt over minstens een ruimte die de creativiteit bevordert en een ruimte die het gebruik van een telefoon toelaat;
- 5° beschikt over een cafeteria of een keuken;
- 6° beschikt over persoonlijke en beschermde opslagruimtes;
- 7° beschikt over een wifinetwerk dat een bandbreedte van minstens 50mb/s biedt;
- 8° beschikt over een printer en een scanner;
- 9° onthaalt elke nieuwe coworker met een persoonlijk gesprek;

10° garandeert, tussen negen en zeventien uur op de werkdagen, de aanwezigheid van minstens een persoon die de bezoekers ontvangt en de brieven en pakketten ontvangt en verstuurt;

11° verklaart op eer per jaar minstens zes opleidings-, informatie- of sociale activiteiten voor te stellen;

12° geeft aan het BAOB de gelegenheid om per trimester minstens een informatiesessie in de coworkingruimte aan de leden ervan te organiseren;

13° verklaart op eer de verwezenlijking van een gemeenschap aan te moedigen en de interactie tussen de leden te bevorderen via minstens twee evenementen per jaar;

14° is verzekerd tegen wettelijke aansprakelijkheid voor de schade veroorzaakt door de bestuurder of zijn aangestelden.

Art. 6. De coworkingruimte dient een erkenningsaanvraag in bij BEW door middel van een typeformulier. BEW stelt het typeformulier op en stelt het ter beschikking op zijn website. Het typeformulier somt de bijlagen die de coworkingruimte voegt bij de steunaanvraag op.

De erkenningsaanvraag bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de naam en het adres van de ruimte;
- 2° de totale oppervlakte van de coworkingruimte en de open werkruimte;
- 3° het aantal beschikbare werkposten en vergader- en conferentiezalen;
- 4° de beschrijving van de informatica-uitrusting en de wifi;
- 5° de openingsdagen en -uren;
- 6° een beschrijving van de activiteiten die worden voorgesteld en die de verwezenlijking van een gemeenschap betreffen;
- 7° een kopie van de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 5, 14°, en een betalingsbewijs van de premie voor het lopende jaar.

Art. 7. § 1. BEW richt binnen de maand van de ontvangst van de erkenningsaanvraag, een ontvangstbewijs aan de coworkingruimte, waarop de referenties van het dossier en de naam van de behandelende ambtenaar vermeld staan.

§ 2. Indien het aanvraagdossier volledig is, wordt de erkenningsbeslissing aan de coworkingruimte betekend binnen de twee maanden van de datum van het ontvangstbewijs.

§ 3. Indien het aanvraagdossier niet volledig is, somt het ontvangstbewijs de ontbrekende elementen op.

De coworkingruimte beschikt over een maand vanaf de datum van het ontvangstbewijs om zijn dossier aan te vullen.

Indien de coworkingruimte zijn dossier volledig aanvult, wordt de erkenningsbeslissing betekend aan de coworkingruimte binnen de twee maanden van de ontvangst van alle ontbrekende elementen.

Si l'espace de coworking ne complète pas totalement son dossier dans le délai prévu à l'alinéa 2, la décision d'agrément est notifiée à l'espace de coworking dans les deux mois de l'expiration du délai en tenant compte des éléments disponibles.

§ 4. L'agrément à durée indéterminée sort ses effets le premier jour du mois suivant celui de la décision d'agrément.

Art. 8. L'agrément peut être retiré, après avoir entendu l'espace de coworking, en cas :

1° de non-respect des conditions du présent arrêté ;

2° d'utilisation frauduleuse du système ;

3° de condamnation au sens de l'article 41, 1°, de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises.

Art. 9. Les espaces de coworking agréés communiquent chaque année à BEE un rapport d'activités.

CHAPITRE 3. — Aide au coworking

Art. 10. L'aide au coworking est de 450 euros au maximum. Le montant n'excède pas le montant prévu pour l'exécution de la convention avec l'espace de coworking agréé.

Un porteur de projet ne peut bénéficier de l'aide au coworking qu'une seule fois. Dans le cas d'un groupe de personnes physiques, chaque personne du groupe peut bénéficier de l'aide une fois.

Une micro entreprise peut bénéficier d'une aide au coworking au maximum.

Art. 11. Le bénéficiaire conclut une convention avec un espace de coworking agréé pour une durée minimum de deux mois à temps plein ou trois mois à mi-temps.

La convention prend court au plus tard trois mois après la notification de la décision d'octroi.

Art. 12. Au plus tard trois mois après la signature de la convention visée à l'article 11, le bénéficiaire introduit la demande d'aide auprès de BEE sur un formulaire-type. BEE détermine le formulaire-type et le rend disponible sur son site internet. Le formulaire-type énumère les annexes que le bénéficiaire joint à la demande d'aide.

Le bénéficiaire déclare les autres aides relevant du règlement ou d'autres règlements de minimis que l'entreprise a reçu au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours.

Art. 13. § 1^{er}. BEE adresse au bénéficiaire un accusé de réception reprenant les références du dossier et le nom de l'agent traitant dans le mois de la réception de la demande d'aide.

§ 2. Si le dossier de demande est complet, la décision d'octroi est notifiée au bénéficiaire dans les trois mois de la date de l'accusé de réception.

§ 3. Si le dossier de demande n'est pas complet, l'accusé de réception énumère les éléments manquants.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de la date de l'accusé de réception pour compléter son dossier.

Si le bénéficiaire complète totalement son dossier, la décision d'octroi est notifiée au bénéficiaire dans les trois mois de la réception de tous les éléments manquants.

Si le bénéficiaire ne complète pas totalement son dossier dans le délai prévu à l'alinéa 2, la décision est notifiée au bénéficiaire dans les trois mois de l'expiration du délai en tenant compte des éléments disponibles.

§ 4. BEE avertit le bénéficiaire que l'aide est octroyée sous le régime du règlement.

§ 5. Le ministre peut prolonger les délais de décision si les crédits budgétaires disponibles sont épuisés.

Art. 14. L'aide est liquidée en une seule tranche.

CHAPITRE 4. — Disposition transitoire

Art. 15. Les délais de décision prévus à l'article 7, § 2 et 3, sont portés à quatre mois pour toute demande introduite dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Indien de coworkingruimte zijn dossier niet volledig aanvult binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt de erkenningsbeslissing rekening houdend met de beschikbare elementen betekend aan de coworkingruimte binnen de twee maanden van het verstrijken van de termijn.

§ 4. De erkenning van onbepaalde duur heeft uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de erkenningsbeslissing.

Art. 8. De erkenning kan worden ingetrokken, na de coworkingruimte te hebben gehoord, in het geval van:

1° niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit;

2° frauduleus gebruik van het systeem;

3° veroordeling in de zin van artikel 41, 1°, van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen.

Art. 9. De erkende coworkingruimtes delen elk jaar een activiteitenverslag aan BEW mee.

HOOFDSTUK 3. — Steun voor coworking

Art. 10. De steun voor coworking bedraagt maximaal 450 euro. Het bedrag overstijgt niet het bedrag dat voorzien is voor de uitvoering van de overeenkomst met de erkende coworkingruimte.

Een projectdrager kan slechts eenmaal steun voor coworking genieten. In het geval van een groep van natuurlijke personen, kan elke persoon van de groep eenmaal steun genieten.

Een micro-onderneming kan maximaal een steunmaatregel voor coworking genieten.

Art. 11. De begunstigde sluit een overeenkomst met een erkende coworkingruimte voor een duur van minimaal twee maand voltijsd of drie maand deeltijsd.

De overeenkomst begint te laatste drie maanden na de betekening van de toekenningsbeslissing te lopen.

Art. 12. Ten laatste drie maanden na de ondertekening van de overeenkomst bedoeld in artikel 11, dient de begunstigde de steunaanvraag in bij BEW door middel van een typeformulier. BEW stelt het typeformulier op en stelt het ter beschikking op zijn website. Het typeformulier somt de bijlagen die de begunstigde voegt bij de steunaanvraag op.

De begunstigde geeft alle andere onder de verordening of andere de-minimisverordeningen vallende steun aan die de onderneming gedurende de twee voorafgaande belastingjaren en het lopende belastingjaar heeft ontvangen.

Art. 13. § 1. BEW richt binnen de maand van de ontvangst van de steunaanvraag, een ontvangstbewijs aan de begunstigde, waarop de referenties van het dossier en de naam van de behandelende ambtenaar vermeld staan.

§ 2. Indien het aanvraagdossier volledig is, wordt de toekenningsbeslissing aan de begunstigde betekend binnen de drie maanden van de datum van het ontvangstbewijs.

§ 3. Indien het aanvraagdossier niet volledig is, somt het ontvangstbewijs de ontbrekende elementen op.

De begunstigde beschikt over een maand vanaf de datum van het ontvangstbewijs om zijn dossier aan te vullen.

Indien de begunstigde zijn dossier volledig aanvult, wordt de toekenningsbeslissing betekend aan de begunstigde binnen de drie maanden van de ontvangst van alle ontbrekende elementen.

Indien de begunstigde zijn dossier niet volledig aanvult binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt de toekenningsbeslissing rekening houdend met de beschikbare elementen betekend aan de begunstigde binnen de drie maanden van het verstrijken van de termijn.

§ 4. BEW deelt de begunstigde mee dat de steun overeenkomstig de verordening wordt verleend.

§ 5. De minister kan de beslissingstermijnen verlengen indien de beschikbare begrotingskredieten uitgeput zijn.

Art. 14. De steun wordt in een enkele schijf vereffend.

HOOFDSTUK 4. — Overgangsbepaling

Art. 15. De beslissingstermijnen bedoeld in artikel 7, § 2 en 3, bedragen vier maanden voor elke aanvraag die wordt ingediend binnen de zes maanden van de inwerkingtreding van dit besluit.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 16. Entrent en vigueur le dixième jour qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*:

1° l'article 16, alinéa 2, de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises ;

2° l'article 1^{er} et les chapitres 2, 4 et 5 du présent arrêté.

Entrent en vigueur le 25 mars 2019 :

1° l'article 16, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises ;

2° les articles 2 et 3 et le chapitre 3 du présent arrêté.

Art. 17. Le ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Annexe. – Secteurs exclus de l'aide au coworking

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Treden in werking op de tiende dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*:

1° artikel 16, tweede lid, van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen;

2° artikel 1 en de hoofdstukken 2, 4 en 5 van dit besluit.

Treden in werking op 25 maart 2019:

1° artikel 16, eerste lid, van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen;

2° de artikelen 2 en 3 en hoofdstuk 3 van dit besluit.

Art. 17. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

Bijlage. – Sectoren die uitgesloten zijn van steun voor coworking

Code NACE BEL 2008	Description	NACE BEL 2008 Code	Beschrijving
A, à l'exception de :	Agriculture, sylviculture et pêche, à l'exception de :	A, uitgezonderd:	Landbouw, bosbouw en visserij, uitgezonderd:
01.610	Activités de soutien aux cultures	01.610	Ondersteunende activiteiten in verband met de teelt van gewassen
01.620	Activités de soutien à la production animale	01.620	Ondersteunende activiteiten in verband met de veeteelt
	Cette exclusion ne s'applique pas aux porteurs de projet.		Deze uitsluiting is niet van toepassing op de projectdragers.
B	Industries extractives	B	Winning van delfstoffen
Dans C :	Dans industrie manufacturière :	In C:	In industrie:
19.100	Cokéfaction	19.100	Vervaardiging van cokesovenproducten
20.600	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	20.600	Vervaardiging van synthetische en kunstmatige vezels
24.100	Sidérurgie	24.100	Vervaardiging van ijzer en staal en van ferrolegeringen
301	Construction navale	301	Scheepsbouw
33.150	Réparation et maintenance navale	33.150	Reparatie en onderhoud van schepen
Dans G :	Dans commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles :	In G:	In groot- en detailhandel; reparatie van auto's en motorfietsen:
47.730	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	47.730	Apotheken
Dans H :	Dans transports et entreposage :	In H:	In vervoer en opslag:
49.410	Transports routiers de fret, sauf services de déménagement	49.410	Goederenvervoer over de weg, m.u.v. verhuisbedrijven
Dans M :	Dans activités spécialisées, scientifiques et techniques :	In M:	In vrije beroepen en wetenschappelijke en technische activiteiten:
69.102	Activités des notaires	69.102	Activiteiten van notarissen
69.103	Activités des huissiers de justice	69.103	Activiteiten van deurwaarders
O	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	O	Openbaar bestuur en defensie; verplichte sociale verzekeringen
P	Enseignement	P	Onderwijs

Code NACE BEL 2008	Description	NACE BEL 2008 Code	Beschrijving
Q, à l'exception de :	Santé humaine et action sociale, à l'exception de :	Q, uitgezonderd:	Menselijke gezondheidszorg en maatschappelijke dienstverlening, uitgezonderd:
88.104	Activités des centres de jour pour adultes avec un handicap moteur, y compris les services ambulatoires	88.104	Activiteiten van dagcentra voor volwassenen met een lichamelijke handicap, met inbegrip van ambulante hulpverlening
88.109	Autre action sociale sans hébergement pour personnes âgées et pour personnes avec un handicap moteur	88.109	Overige maatschappelijke dienstverlening zonder huisvesting voor ouderen en lichamelijk gehandicapten
88.91	Action sociale sans hébergement pour jeunes enfants	88.91	Kinderopvang
88.992	Activités des centres de jour pour adultes avec un handicap mental, y compris les services ambulatoires	88.992	Activiteiten van dagcentra voor volwassenen met een mentale handicap, met inbegrip van ambulante hulpverlening
88.995	Activités des entreprises de travail adapté et de services de proximité	88.995	Beschutte en sociale werkplaatsen en buurt- en nabijheidsdiensten
Dans S :	Dans autres activités de services :	In S:	In overige diensten:
94	Activités des organisations associatives	94	Verenigingen
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	T	Huishoudens als werkgever; niet-gedifferentieerde productie van goederen en diensten door huishoudens voor eigen gebruik
U	Activités des organismes extra-territoriaux	U	Extraterritoriale organisaties en lichamen

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 31 janvier 2019 relatif à l'aide au coworking.

Bruxelles, le 31 janvier 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2019 betreffende de steun voor coworking.

Brussel, 31 januari 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/40193]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'aide au recrutement dans les Zones d'Economie Urbaine Stimulée

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er};

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 25, 30 et 49;

Vu le test genre, établi le 7 juin 2018 conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'évaluation du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions réalisée le 27 juin 2018 concluant à l'absence d'incidence au point de vue de la situation des personnes handicapées conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/40193]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aanwervingssteun in de Zones van Economische Uitbouw in de Stad

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 25, 30 en 49;

Gelet op de gendertest, opgesteld op 7 juni 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de gendertest in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de evaluatie door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie uitgevoerd op 27 juni 2018 tot een conclusie komend van afwezigheid van weerslag op de situatie van personen met een handicap overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;